

La guerre de l'eau à Cochabamba. Un mouvement social face à la privatisation des ressources

Manuel de la Fuente Lombo

Citer ce document / Cite this document :

Fuente Lombo Manuel de la. La guerre de l'eau à Cochabamba. Un mouvement social face à la privatisation des ressources .
In: Chimères. Revue des schizoanalyses, N°47, automne 2002. Apocalypse, nevermore. pp. 25-33;

doi : <https://doi.org/10.3406/chime.2002.2445>

https://www.persee.fr/doc/chime_0986-6035_2002_num_47_1_2445

Fichier pdf généré le 14/02/2020

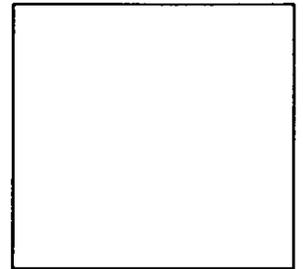


La guerre de l'eau à Cochabamba

Un mouvement social face à la privatisation des ressources

DANS CET ARTICLE nous regarderons en premier lieu les forces très puissantes qui agissent à l'heure actuelle pour forcer les différents pays de l'Amérique Latine à tout privatiser : les entreprises et les services publics, y compris les services de gestion de l'eau. Nous verrons comment ces forces (les organismes internationaux, dont la Banque Mondiale ; les entreprises transnationales ; les gouvernements nationaux et régionaux et les élites locales) ont agi dans un cas particulier, celui de Cochabamba en Bolivie.

Le cas de la Bolivie met en évidence la façon d'opérer des organismes internationaux et des entreprises transnationales et montre comment les gouvernements et les élites locales, au service de ces dernières, vont à l'encontre des intérêts de leur propre population. Il nous montre aussi les limites des processus de privatisation. C'est pourquoi, dans un deuxième temps, nous verrons la réaction de la population qui, face à un contrat de privatisation de l'eau qui lui était très défavorable, s'est révoltée de façon extraordinaire, forçant le gouvernement à rompre le contrat du service d'eau potable avec *Agua del Tunari*, un consortium dirigé par Bechtel. Cette entreprise transnationale aurait fait de très gros bénéfices, en ayant le monopole du service de l'eau et la possibilité d'imposer des tarifs à son gré. Les manifestations de la population, en particulier celles des paysans, ont forcé le gouvernement à modifier une loi sur l'eau, qui proposait d'en faire une marchandise. Ces luttes ont forcé le gouvernement à adopter une



Manuel De La Fuente
est professeur à la
Faculté de sciences
économiques et
sociologie,
Université San Simon
de Cochabamba en
Bolivie.

autre loi qui considère l'eau comme un bien public et respecte les coutumes traditionnelles des paysans et des indigènes. Mais la bataille n'a pas pris fin avec l'expulsion d'*Aguas del Tunari*, ou avec la promulgation d'une nouvelle loi. C'est pourquoi, dans un troisième temps, nous verrons comment la population de la ville de Cochabamba est en train de s'organiser à l'heure actuelle pour mettre en place un service d'eau accessible à toute la population, à des prix raisonnables et avec un contrôle démocratique sur l'entreprise publique SEMAPA, en charge de ce service. Nous verrons aussi la lutte qui se mène au niveau international contre les prétentions de l'entreprise Bechtel qui réclame désormais une indemnisation au gouvernement bolivien.

Nous évoquerons, enfin, la manière dont les « *regantes* », c'est-à-dire les associations qui contrôlent les systèmes d'irrigation dans la campagne de Cochabamba, jouent un rôle très actif dans ce conflit : d'abord pour éviter que le gouvernement modifie l'esprit de la loi au moment de sa réglementation ; et ensuite pour construire une organisation de *regantes* au niveau national. Tâches assez difficiles puisque les forces très puissantes dont nous avons parlé sont en train de revenir à la charge pour casser le mouvement social qui s'est créé autour de la question de l'eau.

La Banque Mondiale (BM)

La Banque Mondiale a une très grande influence en Amérique Latine, surtout depuis la crise de la dette extérieure des années 80. Pour elle, l'eau est un bien économique, comme n'importe quel autre bien. En partant de cette logique, la banque propose des politiques de « *full cost recovery* », ce qui veut dire que ce sont les consommateurs qui doivent payer pour les coûts de l'approvisionnement en eau. Ceci implique donc que le gouvernement ne doit pas subventionner le service d'eau. C'est en suivant cette logique et en constatant qu'il fallait augmenter les investissements pour pouvoir fournir en eau toute la population (le tiers des résidents de Cochabamba n'y a pas accès) que la BM, en 1994, a préconisé la privatisation de la SEMAPA, l'entreprise municipale du service d'eau. C'était la condition imposée à la Municipalité de Cochabamba pour

obtenir des crédits supplémentaires et permettre à toute la population de disposer de cette ressource.

En 1999, la BM renouvelle sa demande et préconise un ajustement des tarifs de l'eau sur les coûts réels du service. De plus, les tarifs doivent permettre, selon elle, de couvrir les coûts de l'expansion du service, en particulier le développement du projet Misicuni, un projet qui consistait, si on simplifie un peu, à creuser un conduit acheminant l'eau jusqu'à la vallée de Cochabamba.

La BM, en posant ces règles du jeu, a forcé la municipalité de Cochabamba à ne plus subventionner le service d'eau. De leur côté, la municipalité et le gouvernement central, en utilisant l'argument selon lequel ils n'avaient pas les fonds suffisants pour investir, ont cautionné la privatisation de SEMAPA.

Les entreprises transnationales

En suivant ces recommandations de la BM, le gouvernement bolivien a donc décidé en 1999 de privatiser la SEMAPA et a fait un appel d'offre. Une seule entreprise s'est présentée : *Aguas del Tunari*, un consortium qui avait son siège dans les îles Caïman, transféré ensuite en Hollande. Ce consortium appartient aux plus importantes entreprises mondiales du business de l'eau : 50 % des actions appartiennent à International Water Limited, propriété de Bechtel aux États Unis et d'Edison en Italie, 25 % à Abengoa en Espagne et le reste à des entrepreneurs boliviens liés au parti du gouvernement. De cette manière, les entreprises transnationales espèrent s'assurer une protection du gouvernement.

Le gouvernement bolivien

Le gouvernement n'a pas fait de grands efforts, c'est le moins que l'on puisse dire, pour obtenir un bon contrat. Au contraire, il a très mal négocié et a concédé tout ce que voulait le consortium *Aguas del Tunari*. La Bolivie, depuis 1985, est en train de mettre en œuvre un modèle néolibéral, qui cherche à incorporer la Bolivie dans le monde globalisé, et donc à attirer des entreprises transnationales. De plus le gouvernement bolivien n'a pas de fonctionnaires « indépendants » qui soient capables,

professionnellement parlant, de saisir tous les enjeux d'un tel contrat. Cette situation est révélatrice d'un des graves problèmes de plusieurs pays du Sud, qui manquent de capacité de négociation pour défendre les intérêts du pays. C'est un grave problème, surtout à l'heure actuelle, puisqu'il y a beaucoup de négociations, par exemple au sein de l'OMC, de la ZLEA, etc. En Bolivie, les fonctionnaires représentent généralement des intérêts très particuliers, ceux des grandes entreprises ou simplement de leur famille. La Bolivie est un des pays le plus corrompus de l'Amérique du Sud, et il est probable, quoique difficile à prouver, que les fonctionnaires qui ont négocié le contrat avec *Aguas del Tunari* ont reçu des pots-de-vin.

Les élites locales

Les élites locales, de leur côté, ont pleinement approuvé le contrat et l'ont même célébré, pensant que le problème de l'eau allait être enfin résolu. Rappelons que le tiers de la population de Cochabamba n'est pas connectée au système d'eau potable. Mais les choses ne se sont pas déroulées comme prévu puisque dès que le contrat a été appliqué, les tarifs ont augmenté dans certains cas de plus de 100 %. Ceux qui n'avaient pas accès à l'eau ont aussi reçu des factures : elles devaient payer pour un service qui était censé arriver dans un futur proche, dans quelques mois... dans quelques années. Évidemment, la réaction de la population de la ville de Cochabamba n'a pas tardé : tout le monde s'est violemment opposé au contrat.

Au même moment le Gouvernement a promulgué la loi du Service d'eau potable, loi qui donne le monopole de l'approvisionnement en eau à l'entreprise privée qui reçoit une concession dans une région donnée. Pour Cochabamba, cela signifiait qu'on obligeait tout le monde, coopératives et associations de *regantes* (systèmes d'irrigation) qui actuellement approvisionnent en eau les paysans de la région, à se connecter au réseau du concessionnaire, le consortium *Aguas del Tunari*. L'aberration de cette loi sur l'eau a été le facteur qui a permis l'alliance entre les populations de la ville et celles des campagnes dans ce conflit.

La résistance

Les augmentations du prix de l'eau ainsi que sa monopolisation ont provoqué une vague de protestation qui a reçu l'appui de larges secteurs de la population: corporations professionnelles, associations de quartiers, syndicats des différentes entreprises et usines ainsi que des paysans. Le tout dirigé par une organisation créée sur le tas, la « *Coordinadora en defensa del agua y de la vida* », qui regroupe aussi bien les organisations de la ville que celles de la campagne. Il y avait un consensus pour mettre dehors *Aguas del Tunari* et exiger des modifications importantes de la loi, éviter que l'eau ne devienne une marchandise et garantir le respect des usages traditionnels de l'eau dans les campagnes. La *Coordinadora* est une organisation très horizontale qui a su mobiliser le capital social et communautaire qui existe en Bolivie. Pendant tout le conflit, la *Coordinadora* a fait de multiples réunions où tout le monde pouvait s'exprimer librement.

Ce mouvement de résistance a donné lieu à deux vagues de protestation en janvier et février 2000. Chacune s'est terminée par un accord dans lequel le gouvernement s'engageait à réviser les tarifs et la Loi de l'eau. En fait, le gouvernement faisait des promesses, disait qu'il allait négocier mais il n'agissait pas. Cette attitude a alimenté le mécontentement populaire. En mars, la *Coordinadora* a demandé un référendum, auquel a participé près de 50 000 personnes. Forte de cet appui, la *Coordinadora* a fait appel aux gens, en avril, pour se mobiliser une nouvelle fois et des manifestations et des blocages de rues ont eu lieu. Face à l'ampleur de la protestation, le gouvernement a déployé des unités militaires et a décrété l'état de siège. Au lieu de calmer les esprits, l'état de siège a augmenté la colère des gens, qui ont continué de se battre dans les rues. Le gouvernement a alors emprisonné et éloigné les dirigeants de la *Coordinadora*. Malgré tout, la population a continué de protester. Après des journées de combats très violents qui ont fait un mort et des centaines de blessés, le gouvernement a dû négocier. Tout ce que la *Coordinadora* avait proposé a été accepté. *Aguas del Tunari* a dû partir et le gouvernement a été contraint de modifier la Loi sur l'eau.

Les enjeux actuels

Mais la question de l'eau en Bolivie n'est pas résolue pour autant. Dans les semaines qui ont suivi, la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International, le Gouvernement bolivien et les élites locales sont revenus à la charge en essayant de détruire le puissant mouvement social qui s'est créé autour de la question de l'eau, avec plusieurs procédés. La SEMAPA ayant une dette de plus de 20 millions de dollars, le gouvernement a exigé que cette dette soit payée rapidement, pour étouffer l'entreprise et l'empêcher d'améliorer le service. Le gouvernement voulait démontrer qu'avec la SEMAPA, il n'y avait guère d'avenir et que les gens qui n'avaient pas d'eau continueraient à ne pas en avoir. Des manifestations ont alors eu lieu pour demander une annulation de la dette. Ces luttes ont eu un certain résultat puisque la dette a été diminuée de quelques millions de dollars et les délais de remboursement allongés.

De plus, une campagne médiatique a dénoncé des irrégularités au sein de la SEMAPA et des erreurs de gestion de la part des responsables de la *Coordinadora*. Selon la presse, ces derniers obligerait la direction de la SEMAPA à engager des proches parents des dirigeants de la *Coordinadora*, alors que la structure s'était engagée à ne plus recruter sur la base du clientélisme mais sur concours.

De son côté, *Aguas del Tunari* sous la direction de Bechtel veut récupérer ses prétendus investissements. Bechtel a essayé tout d'abord de négocier avec le gouvernement, mais sans succès. Elle a ensuite saisi les tribunaux internationaux, porté plainte contre le gouvernement bolivien auprès du Centre International de règlement des litiges en matière d'investissements (ICSID), basé à Washington. Elle réclame 25 millions de dollars d'indemnisation, somme qui correspond au profit qu'elle aurait fait, selon elle, si elle avait géré l'eau de Cochabamba. La lutte pour éviter que le Bolivie paie ces 25 millions de dollars est donc un nouveau chapitre de la guerre de l'eau à Cochabamba.

Quatre comités se sont formés. Le premier s'est créé en Bolivie sous l'impulsion de la *Coordinadora* pour faire pression sur le gouvernement, le convaincre de ne rien payer,

d'organiser une bonne défense judiciaire et pour empêcher d'éventuelles négociations en dessous de table avec la Bechtel. Le deuxième comité a été créé à San Francisco au siège de la Bechtel avec l'aide des syndicats américains pour faire pression sur l'entreprise afin qu'elle retire sa plainte. Il y a eu une manifestation le 23 avril devant le bâtiment de l'entreprise. Un troisième comité a été créé à Washington où se trouve le bureau du Centre International de Règlement des Litiges en matière d'Investissement. Il a été constitué par des avocats qui sont en train de réfléchir à une stratégie légale de défense. Finalement, un dernier comité a été créé en Hollande, où *Aguas del Tunari* avait déplacé son siège, transfert qui s'explique par le fait que la Bolivie a un accord bilatéral de protection des investissements avec la Hollande. C'est en profitant de cet accord que Bechtel a pu porter plainte contre le gouvernement bolivien. Donc actuellement, ce quatrième comité cherche à influencer le gouvernement hollandais afin qu'il cesse d'appuyer la Bechtel. Il avance l'argument selon lequel la Hollande a une attitude contradictoire entre, d'un côté, son aide effective en matière de coopération et de développement en Bolivie (elle appuie en particulier le secteur paysan) et, de l'autre, le soutien d'une entreprise pour le moins louche. Il montre notamment comment cette entreprise ne comptait investir que 50 000 dollars alors qu'un système d'eau viable à Cochabamba aurait coûté au minimum 400 millions de dollars.

En résumé, le gouvernement et les entreprises transnationales cherchent à faire échouer cette extraordinaire expérience de contestation sociale. Ils espèrent qu'avec le temps, le mouvement s'essouffle et que les gens perdent confiance en la *Coordinadora*. Consciente de ce danger, la *Coordinadora* a réussi en partie la consolidation de la SEPAMA. En effet, depuis la victoire d'avril, SEMAPA était dotée d'une direction temporaire créée dans l'urgence. Très vite, cette direction a été contestée par le gouvernement et les élites locales. Pour éviter cette remise en cause, la *Coordinadora* a obtenu au mois d'avril 2002 que trois personnes sur les sept que compte le Conseil d'administration soient élues par la population. Cette victoire partielle a permis une certaine participation et un contrôle démocratique de la population.

Par ailleurs, les organisations de *regantes*, membres de la *Coordinadora*, sont très actives dans cette lutte. Elles cherchent à ce que la réglementation sur l'eau, qui est en train de se discuter actuellement, soit conforme aux principes de la nouvelle loi nationale sur l'eau édictée en avril 2000 suite au conflit à Cochabamba. Les organisations de *regantes* veulent s'assurer, d'abord, qu'elles auront toujours le contrôle de leurs systèmes actuels d'irrigation. En effet, dans la nouvelle réglementation, il apparaît que les *regantes*, pour avoir des droits d'accès à l'eau, doivent demander un permis chaque deux ans. Elles demandent que les systèmes qui fonctionnent actuellement aient automatiquement un permis pour une période indéterminée.

D'autre part, la bataille se cristallise autour de ce que l'on appelle les *superintendencias* (superviseurs) instance indépendante que le gouvernement présente comme « purement technique », non « politisée ». Les opposants contestent le bien-fondé de ces *superintendencias* et veulent que le gouvernement crée plutôt un Conseil de l'eau où l'on trouverait des représentants du gouvernement bien sûr, mais aussi ceux des associations de *regantes*. Un autre point important de la lutte actuelle est la constitution d'une association nationale de *regantes* qui serait représentée au Conseil de l'eau, s'il était créé. De plus, la *Coordinadora* et les *regantes* veulent que les tarifs d'eau soient fixés au niveau local, dans les municipalités, entre la Mairie et les populations de la région, et non pas au niveau national par les superviseurs.

Finalement, un dernier point de la lutte actuelle tourne autour de la question de l'exportation de l'eau. Le gouvernement veut vendre de l'eau au Chili sans même avoir évalué les impacts que cela aurait sur les systèmes d'approvisionnement des populations frontalières. Sur cette question, la lutte a permis de freiner les intentions du gouvernement.

En guise de conclusion

Nous voudrions, en guise de conclusion, tirer quelques leçons de cette guerre de l'eau pour le futur de la Bolivie. D'abord, la guerre de l'eau a montré que les gens sont exaspérés par la corruption, fatigués que les entreprises fassent d'énormes pro-

fits sur le dos de la population dans un pays qui, rappelons-le, est le plus pauvre d'Amérique du Sud, avec un revenu moyen par habitant de 2000 dollars américains par an. Les luttes autour de l'eau ont également montré que les gens ne veulent plus de la Bolivie autoritaire, de cette Bolivie qui a toujours régné sans demander l'avis du peuple. Quand les différents gouvernements ont déclaré l'état de siège, ils ont toujours imposé leurs conditions, ils n'ont pas écouté les citoyens et les gens n'ont pas eu d'autre choix qu'obéir. Mais en avril 2000, c'est le contraire qui s'est produit. Les luttes autour de l'eau ont condamné la Bolivie du mépris et du paternalisme face aux Indiens. Traditionnellement, ce sont les « blancs », les gens des villes qui font les lois, qui se croient les seuls capables de gérer le pays. Mais ici les gens des campagnes, les *regantes*, ont démontré dans la pratique une très grande capacité de proposition. De même, la *Coordinadora* a démontré une formidable capacité à penser un autre modèle d'entreprise au service des populations. On peut alors rêver d'une autre Bolivie, d'une Bolivie plus juste. Mais pour réussir, pour que l'eau ne devienne pas une marchandise, il faut encore se battre et faire appel à la solidarité internationale. Mais on peut aussi rêver d'un autre monde possible. Car ce combat contre la Bechtel est à la fois exemplaire et symptomatique d'une lutte plus générale qu'il faut mener à l'échelle mondiale. À l'image du combat qui a empêché que l'Accord Multilatéral sur les Investissements (AMI) soit adopté au niveau international.

